

FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

[Gérer mes cookies](#)REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

LE CONSOMMATEUR

Le profil du consommateur

La population est très vieillissante depuis 1975 mais la situation devrait se stabiliser d'ici 2030. Malgré tout, l'âge médian reste assez jeune et est de 38,5 ans en 2021 (Eurostat). La population a augmenté à un taux de 0,7% durant l'année s'achevant en avril 2021 (CSO). Selon les données du CSO de 2021, 19,9% de la population a moins de 15 ans, 65,3% est âgée de 15 à 64 ans, et 14,8% a 65 ans ou plus. En moyenne, il y a 2,75 personnes par ménage, 23,5% des ménages sont des personnes vivant seules et 48% sont des couples avec ou sans enfants (CSO, Census 2016). Il y a presque autant d'hommes que de femmes dans la population. Seulement 64,2% de la population vit dans les zones urbaines, en dessous de la moyenne européenne (CIA, 2022). La majorité de la population est située à l'est de l'île, avec une forte concentration autour de Dublin. Il y a moins de population dans l'ouest à cause des montagnes, du manque d'infrastructures et d'emplois. L'OCDE juge que le niveau d'éducation en Irlande est élevé, 85,5% des adultes de 25 à 64 ans ont suivi une éducation secondaire et 49,9% ont atteint l'enseignement tertiaire (OCDE, 2020). Selon les données du CSO (4ème trimestre 2021), 22,7% de la population active sont des professionnels, 13,1% sont des techniciens, 12,2% sont des ouvriers qualifiés, 10,6% des professions administratives, 9,6% des professions intermédiaires, 8,7% des managers, 7,7% des employés dans les soins et les loisirs, 7,7 des opérateurs et assembleurs de machines et 7,2% des professions commerciales.

Le pouvoir d'achat

Le PIB par habitant PPA est de 93.350 USD par an (Banque mondiale, 2020). Le salaire annuel moyen des employés à temps plein en Irlande a augmenté de 2% en 2021 pour atteindre 44.954 EUR (Central Statistics Office). Le revenu disponible brut annuel ajusté par habitant est d'environ 21.965 EUR PPP, en hausse par rapport à l'année précédente (Eurostat, 2020). Dans le contexte de la pandémie, les dépenses des ménages ont baissé de 10,6% en 2020, pour atteindre un total de 91,9 milliards EUR (CSO). L'indice Gini est de 30,6 (Banque mondiale). L'écart de revenu entre hommes et femmes est estimé à 5,2% en 2019, en baisse par rapport à 8,3% l'année précédente (OCDE). Les salariés des secteurs de l'information / communication, de la finance et de l'immobilier ont des revenus plus élevés, tandis que les secteurs de l'art et des loisirs, de l'hôtellerie et de la restauration enregistrent des salaires plus bas.

Le comportement de consommation

Par ordre d'importance, les principaux facteurs d'achat sont la qualité, le prix puis le service. Les déterminants d'achats varient en fonction de l'âge. Les jeunes sont plus attirés par la notoriété d'un produit ou d'une marque, la population en âge de travailler s'intéresse à la marque et à la qualité, et les personnes âgées sont attirés par les produits de qualité. La récession a cependant modifié le comportement de certains consommateurs, qui se tournent de plus en plus vers des magasins discount. Les boutiques restent les endroits où les consommateurs font le plus leurs achats. Un tiers des consommateurs préfèrent aller dans une boutique où l'on peut payer avec son mobile. En moyenne, 550 EUR par mois sont dépensés au supermarché. Depuis la récession, le niveau de confiance des consommateurs est modéré. De plus en plus de consommateurs achètent en ligne avec 4,4

milliards USD dépensés en 2020 (+ 18% sur un an, eCommerce DB), grâce à la différenciation des produits, à la croissance du marché mobile et aux e-commerçants améliorant leurs sites Web. Les consommateurs sont relativement ouverts aux produits internationaux mais 70% de la population pense qu'il est important d'acheter des produits locaux (KPMG, 2022).

Les consommateurs sont de moins en moins fidèles malgré les programmes de fidélité, environ 45% d'entre eux pensant que les produits à marque de distributeur et les produits de marque sont de qualité équivalente (KPMG). Les réseaux sociaux sont particulièrement importants pour la prise de décision d'achat. Toutes les générations consultent les publicités sur les réseaux sociaux avant d'effectuer un achat (61% des baby-boomers, 75% de la génération X, 76% de la génération Y et 62% de la génération Z) (Irish Tech News, 2022). L'influence se fait principalement via les opinions des autres utilisateurs. Les consommateurs semblent faire confiance aux détaillants qui collectent leurs données personnelles pour faire des offres personnalisées.

Les principales tendances émergentes concernent la consommation. Le nombre de végétariens et de végétaliens est considérablement plus élevé, en particulier dans les villes. De plus en plus de magasins spécialisés et de restaurants ouvrent. Les produits protéinés pour le sport et les collations sont également à la mode. La filière bio a fait des progrès significatifs ces dernières années. Selon une étude de Bord Bia (2020), 27% des consommateurs achètent des produits bio au moins une fois par semaine, et seuls 12% n'en consomment jamais. Un peu moins de 50% des consommateurs sont prêts à payer davantage pour un produit bio. Le marché de l'occasion se développe principalement sur internet et les smartphones grâce à la création de sites internet et d'applications. L'économie collaborative progresse dans de nombreux secteurs: alimentation, restauration, logement, transport, etc.

Le recours au crédit à la consommation

En Irlande, les cartes de débit et de crédit sont répandues et progressent, bien que les consommateurs privilégient les cartes de débit. Le niveau de la dette des ménages sur le revenu disponible est élevé (133.3% en 2018), mais diminue. L'encours de dette est de 140 milliards d'euros au total, dont 2.6 milliards de crédits à la consommation. Les crédits à la consommation sont en hausse (contrairement aux prêts hypothécaires) et servent à financer des véhicules, des biens de consommation durables et le rachat de dettes. Les crédits à la consommation devraient continuer à progresser dans les années à venir.

Les secteurs de consommation porteurs

Tabac, vaisselle et ustensiles ménagers, services d'hébergement et de restauration, équipements pour la maison et le jardin, téléphonie, textiles de maison, appareils ménagers, chaussures, services de transport, meubles, boissons alcoolisées, services récréatifs et culturels.

Les associations de consommateurs

CCPC , Commission de protection des consommateurs et de la concurrence

ECC , Centre européen des consommateurs en Irlande

BEUC , Organisation européenne des consommateurs

IMPORTATION ET DISTRIBUTION

Les procédures d'importation

Si vous importez des marchandises ne provenant pas de l'Union européenne (UE), vous ou votre agent devez remplir une déclaration en douane. Cette déclaration doit être faite électroniquement à l'aide du système **AEP (Automated Entry Processing)** de Revenue. Certains produits sont interdits et certains sont soumis à des

conditions ou peuvent nécessiter une licence.

Pour libérer vos marchandises à l'importation, vous ou votre agent devez payer tous les frais (droits de douane, taxe sur la valeur ajoutée (TVA), droit d'accise) dus. Vous pouvez le faire avec le compte de paiement différé approuvé ou le transfert électronique de fonds (TEF). Les documents suivants doivent être présentés sur demande :

- la facture d'achat
- le certificat d'origine
- la licence d'importation et similaires.

De plus amples informations sont disponibles dans le [Guide des procédures douanières d'importation des Commissaires aux recettes](#).

Dans le cadre des normes « SAFE » préconisées par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), l'UE a mis en place un nouveau système de contrôle des importations, le « [Import Control System](#) » (ICS), qui vise à sécuriser les flux de marchandises au moment de leur entrée dans le territoire douanier de l'UE. Ce système de contrôle, qui s'inscrit dans le programme communautaire eCUSTOMS (Initiative Douane électrique), est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011. Depuis cette date, les opérateurs doivent obligatoirement transmettre une déclaration sommaire d'entrée (ENS « Entry Summary Declaration ») au bureau de douane du pays d'entrée, préalablement à l'introduction des marchandises dans le territoire douanier de l'UE.

Plus d'informations sur [le site des douanes irlandaises](#).

Les procédures spécifiques à l'importation

Vous trouverez une liste complète des marchandises interdites et réglementées dans [les Informations sur les interdictions et restrictions](#). Il contient également les détails des licences, permis et autorisations dont vous aurez besoin pour importer ou exporter ces biens.

Les réseaux de distribution

Le marché de détail irlandais est majoritairement constitué de petites boutiques familiales. Il y a environ 37 400 entreprises de commerce de gros et de détail actives dans tout le pays (parmi eux, 85% ont moins de 10 employés). Le nombre d'entreprises de rabais continue d'augmenter et le nombre de magasins libre-service augmente régulièrement. Le libre-service ne se limite pas aux petites unités de merchandising. Les grands magasins et les stations-service ont également intégré cette technique de vente dans leurs opérations.

Selon Retail Ireland, le secteur de la vente en gros et au détail est le plus grand employeur du pays avec 280.000 emplois, représentant 14% de l'emploi total. Les données du Bureau central des statistiques montrent que le volume des ventes au détail a augmenté de 0,6% en mars 2022 par rapport à février 2022 sur une base désaisonnalisée. Sur une base annuelle, les volumes de vente au détail ont augmenté de 2,9% en mars 2022 par rapport à la même période un an plus tôt. La valeur des ventes au détail a augmenté de 0,3% au cours du mois et de 4,8% sur une base annuelle.

Le commerce électronique se développe plus rapidement que le commerce de détail traditionnel, une tendance qui a été accélérée par l'épidémie de COVID-19 et les mesures restrictives qui ont suivi au printemps 2020. Cependant, comme le volume des achats en personne a augmenté avec la réouverture des magasins, la proportion du total des ventes au détail effectuées en ligne est passé du sommet de 15,3% enregistré en avril 2020 à 5% en mars 2022. Selon Retail Ireland, la part des consommateurs irlandais qui achètent régulièrement en ligne a augmenté ces dernières années, dépassant les 50%. Le secteur biologique est également en croissance, et 47% des consommateurs sont prêts à payer une prime pour les produits bio (Bord Bia).

Les acteurs de la distribution

Il y a cinq chaînes de supermarchés principales en Irlande :

- Les magasins Dunnes détenaient 22,4% de part de marché en 2022 (Kantar World Panel)
- Musgrave Group, avec les supermarchés SuperValu (21,6%)
- Tesco, avec les magasins de la même marque (21,3%)
- Le discounter allemand Lidl (13%)
- Aldi (12,4%)

Les organismes de la vente au détail

Retail Ireland - organisme représentatif de la distribution en Irlande

GÉRER UNE ENTREPRISE

Types d'entreprise

Private company limited by shares ou LTD (société par actions à responsabilité limitée)

Nombre de partenaires et d'associés : Entre 1 et 149 actionnaires.

Capital minimum et/ou maximum : Pas de capital minimum requis. Au moins une action par actionnaire.

Responsabilité des associés : Limité au capital souscrit.

Public limited company ou PLC (société publique à responsabilité limitée par action)

Nombre de partenaires et d'associés : Minimum de 7 actionnaires, pas de maximum. Au moins 2 dirigeants.

Capital minimum et/ou maximum : Capital social minimum alloué : 25 000 EUR, dont au moins 25 % doivent être payés à l'émission.

Responsabilité des associés : Limité au capital souscrit.

Unlimited company ou UC (société anonyme)

Nombre de partenaires et d'associés : Au moins deux dirigeants.

Capital minimum et/ou maximum : Capital social minimum alloué : 25 000 EUR, dont au moins 25 % doivent être payés à l'émission.

Responsabilité des associés : Illimité et solidaire.

Limited partnership ou LP (partenariat limité)

Nombre de partenaires et d'associés : Maximum 20 personnes, 10 personnes pour un partenariat dans le secteur bancaire.

Capital minimum et/ou maximum : Pas de minimum.

Responsabilité des associés : Limité au capital souscrit.

Créer une entreprise	Irlande	OECD
Procédures (nombre)	3,0	5,2
Temps (jours)	11,0	9,5

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Le coût du travail

Le salaire minimum

Selon les données officielles, le salaire minimum en 2022 est de 10,50 EUR par heure.

Le salaire moyen

Le salaire annuel moyen est de 44.954 EUR (Central Statistics Office, 4ème trimestre 2021).

Les cotisations sociales

Les contributions sociales payées par l'employeur: Les employeurs retiennent jusqu'à 11,05% des salaires des employés pour l'assurance sociale salariale (PRSI). Si les salaires hebdomadaires sont inférieurs à 410 EUR, le PRSI est réduit à 8,8%.

Les contributions sociales payées par l'employé: contribution à hauteur de 4% de leurs revenus bruts au PRSI. Si le revenu brut est inférieur au salaire minimum l'employé en est exonéré.

La propriété intellectuelle

Les organismes nationaux compétents

[Office irlandais des brevets](#)

Les organismes régionaux compétents

Pour la protection des brevets: l'[Office européen des brevets \(OEB\)](#). Pour contrôler les marques, dessins et modèles: l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO).

Les accords internationaux

[Membre de l'OMPI](#) (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)

[Signataire de la Convention de Paris](#) sur la protection de la propriété intellectuelle

[Signataire des ADPIC](#) - Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

LES TAUX STANDARDS

Les taxes à la consommation

La nature de la taxe

[Taxe sur la valeur ajoutée \(TVA\)](#)

Le taux standard

23%

Le taux réduit

Un taux de 9 % s'applique aux journaux et magazines, aux journaux électroniques, aux magazines et aux livres électroniques, à l'entrée aux installations sportives, aux services de coiffure, à l'hôtellerie et au tourisme.

Des exemples de biens et services taxables à 13,5 % comprennent l'électricité ; services de restauration et de traiteur; services de réparation, de nettoyage et d'entretien; biens immobiliers bâtis; service du bâtiment.

En raison du COVID-19, le taux de TVA pour les transactions telles que les services de restauration et de restauration ; certains imprimés, la promotion et l'accès à des spectacles, expositions et équipements culturels ; hébergement hôtelier et de vacances; et les services de coiffure sont passés de 13,5 % à 9 % avec effet du 1er novembre 2020 au 31 août 2022.

Pour une liste exhaustive des taux de TVA en Irlande, consultez la base de données des [taux de TVA de l'administration fiscale](#).

Les autres taxes à la consommation

L'Irlande applique des droits d'accise sur les huiles minérales, les produits à base d'alcool (y compris les spiritueux, la bière, le vin, le cidre et le poiré) et les produits à base de tabac. Les microbrasseries irlandaises peuvent bénéficier de taux d'accises réduits (en fonction des quantités produites). Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web [irlandais des impôts et des douanes](#).

Une taxe environnementale de 22 centimes EUR par sac est imposée aux consommateurs munis d'un sac en plastique. Une taxe carbone est prélevée sur les huiles minérales, généralement à un taux de 41 EUR par tonne de CO2 émise. Une taxe s'applique également sur les boissons sucrées (20 centimes / litre si la teneur en sucre est de cinq grammes ou plus de sucre par 100ml et 30 cent / litre pour les boissons contenant huit grammes ou plus de sucre par 100ml).

Les taxes sur les sociétés

Impôt sur les sociétés

12,5%

Le taux d'imposition pour les sociétés étrangères

À quelques exceptions près, une entreprise légalement établie en Irlande est automatiquement considérée comme un résident irlandais aux fins de l'impôt. Une entreprise est également considérée comme résidente fiscale si elle est gérée et contrôlée en Irlande.

Selon les lois irlandaises, une société non-résidente est réputée avoir un établissement stable en Irlande si elle a une installation fixe dans le pays par lequel son activité est exercée en tout ou en partie, ou si elle a un agent qui agit pour le compte de l'entreprise société et qui exerce habituellement le pouvoir de faire des affaires en Irlande pour le compte de la société.

Pour plus d'informations sur les mesures fiscales prises pour faire face à la crise du COVID-19, consultez les pages dédiées sur le site Internet de [l'Autorité fiscale et douanière irlandaise](#).

La taxation des plus-values

Les plus-values sont généralement imposées à 33% (40% pour la cession de contrats d'assurance-vie étrangers et les unités d'investissements maintenus dans les fonds offshore), avec des exceptions prévues pour des plus-values admissibles provenant de la cession d'actions de sociétés résidentes dans l'UE ou dans les pays qui ont

signé des conventions fiscales avec l'Irlande. Le coût d'acquisition ou d'amélioration d'un actif est déductible du gain nominal. Les immobilisations peuvent être transférées entre les différentes filiales d'un groupe résidant en Irlande, sans payer l'impôt sur les plus-values.

Une exonération de participation s'applique aux plus-values réalisées par des sociétés holding (résidentes irlandaises) lors de la cession d'actions des sociétés irlandaises, résidentes dans l'UE ou dans les pays qui ont signé des conventions fiscales avec l'Irlande. Pour être éligible, la société holding doit détenir au moins 5% d'actions pour une durée non interrompue de douze mois lors des deux années précédant la date de cession.

Les déductions et les crédits d'impôt

Les dépenses déductibles doivent être engagées entièrement et exclusivement aux fins de transactions commerciales et / ou pour générer des revenus. À ce titre, les frais de représentation ne sont pas déductibles. Les dépenses en recettes engagées jusqu'à trois ans avant le début d'une activité commerciale sont généralement déductibles. L'amortissement n'est pas déductible mais peut être compensé par des déductions en capital. En règle générale, des déductions peuvent être demandées pour les redevances, les frais de gestion et la plupart des frais d'intérêts payés aux sociétés étrangères affiliées, à condition que les montants ne dépassent pas ce qui serait payé à des entités non liées. Les cotisations à certains régimes de retraite des salariés sont déductibles l'année où elles sont engagées.

Les dépenses de R&D scientifique et les paiements pour l'acquisition de savoir-faire en général sont des déductions admissibles, tout comme les coûts d'obtention ou d'extension de brevets et d'obtention et de renouvellement de marques. Ces dépenses donnent lieu à un crédit d'impôt de 25% qui peut être utilisé pour compenser les dettes fiscales d'une entreprise établie dans l'année d'imposition au cours de laquelle des dépenses ont été engagées. Un régime de Knowledge Development Box (KDB) permet que les bénéfices provenant d'inventions brevetées et de logiciels protégés par le droit d'auteur gagnés par une société résidant en Irlande soient imposés à un taux effectif de 6,25%.

Les entreprises ont droit à une déduction, en tant que frais de transaction, pour les dons éligibles à des organismes de bienfaisance approuvés, des établissements d'enseignement, des écoles, des églises, des fondations de recherche, des organismes sportifs et d'autres organisations agréées qui remplissent certaines conditions (les dons doivent être supérieurs à 250 EUR).

Les impôts locaux, la TVA non récupérée et la part patronale des cotisations de sécurité sociale sont déductibles d'impôt.

Les pertes nettes d'exploitation peuvent être reportées indéfiniment ou être compensées avec d'autres produits de toute nature, de l'exercice en cours ou de l'exercice précédent. Les pertes terminales qui surviennent dans les 12 mois suivant la date à laquelle une entreprise cesse ses activités peuvent être reportées rétrospectivement sur trois ans.

Les autres taxes sur les sociétés

Les entreprises peuvent être soumises à d'autres taxes, y compris les droits de timbre (taux de 1% à 2% pour les transferts de propriétés résidentielles, 7,5% pour les transferts de propriétés non résidentielles et 1% pour les transferts d'actions); les taxes foncières locales (« taux » sur l'occupation des biens immobiliers commerciaux; plus une taxe sur l'immobilier résidentiel à 0,18% pour les biens immobiliers évalués jusqu'à 1 million EUR, 0,25% pour les valeurs supérieures à 1 million EUR) et les taxes sectorielles telles que une taxe sur les opérations de construction et une taxe au tonnage d'expédition (qui peut remplacer l'impôt sur les sociétés). Une taxe supplémentaire de « rente des ressources bénéficiaires » s'applique à certaines activités pétrolières (de 25% à 40%).

Une taxe sur le carbone est prélevée sur les huiles minérales (par exemple les carburants automobiles, le kérosène) qui sont fournies en Irlande. Les taux de la taxe carbone sur le pétrole et le gaz équivalent globalement à 41 EUR par tonne de CO₂ émise (sera porté à 100 EUR d'ici 2030).

L'employeur contribue à hauteur de 10,75% du salaire des salariés à la sécurité sociale (Pay-Related Social

Insurance - PRSI).

Les primes brutes payées pour les polices d'assurance non-vie relatives aux risques situés en Irlande sont imposées à 3% (plus 2% pour le Insurance Compensation Fund), ramenées à 1% pour certaines assurances-vie.

Une taxe de sortie s'applique sur les plus-values latentes des entreprises qui migrent ou transfèrent des actifs à l'étranger, sans cession effective, de sorte qu'elles sortent du champ de l'impôt irlandais. Le taux d'imposition est de 12,5% mais est soumis à une disposition anti-évitement qui applique un taux plus élevé de 33% dans certaines circonstances.

Une taxe sur les acquisitions en capital peut s'appliquer sur les donations et les successions au taux de 33 %.

Les autres ressources utiles

[Impôts et douanes irlandais](#)

[Consultez le site Doing Business](#), Consultez le site Web Doing Business pour obtenir un résumé des impôts et des contributions obligatoires en Irlande.

Les conventions de non double imposition

Les pays avec lesquels une convention de non double imposition a été signée

[Voir la liste des conventions fiscales internationales](#)

Les retenues à la source

- Dividendes : 25 %
- Intérêts : 20%/33% (payés aux détenteurs de dépôts de certaines banques irlandaises)
- Redevances : 20%